

Gironde



Jean-Luc Gleyze, ce lundi 17 novembre, après l'avis budgétaire de la Chambre régionale des comptes.

GUILLAUME BONNAUD / SO

DÉFICIT DU DÉPARTEMENT

73 millions d'euros à trouver avec une cure d'austérité

Jean-Luc Gleyze, président du Département, a réagi à l'avis budgétaire de la Chambre régionale des comptes, ce qui promet des économies drastiques pour éviter le placement sous tutelle

Xavier Sota
x.sota@sudouest.fr

Cent un millions d'euros, c'est l'ampleur du déficit du Département de la Gironde retenu par la Chambre régionale des comptes (CRC). Elle rendait ce lundi 17 novembre son avis budgétaire. Risque encouru pour l'exécutif départemental : la perte de son autonomie de gestion. Mais la messe n'est pas encore dite. La prochaine étape est fixée au 1^{er} décembre, date à laquelle l'assemblée départementale votera son

budget ainsi que son Plan de retour à l'équilibre (PRE). Un nouvel acronyme qui accompagnera la collectivité jusqu'à la fin du mandat. La Chambre arbitrera le 15 décembre et dira si l'exécutif sera privé du volant ou s'il poursuivra en conduite accompagnée.

Examen de conscience

Dans les faits, cela promet un sérieux tour de vis. Jean-Luc Gleyze, le président socialiste de la collectivité, a réagi lors d'un point presse à l'ordonnance des magistrats financiers, indiquant sa volonté d'y souscrire plei-

nement : « C'est un nouveau point de départ pour rebondir sur la bonne manière de faire, avec nos partenaires et maintenir un service public de qualité », explique-t-il. C'est bien une cure d'austérité qui se prépare. Si le président est revenu sur les causes exogènes, soit le désengage-

Cela passera par des suppressions d'emplois, les prestations sociales seront affectées et les aides aux associations vont être amputées

ment massif de l'État pour le financement du social, il a aussi fait un examen de conscience : « Nous avons le sens des responsabilités, et cela nous impose de nous questionner sur notre propre manière de procéder. » Le travail a commencé depuis plusieurs mois, ainsi le Plan de retour à l'équilibre et la copie budgétaire sont

quasiment bouclés. Et seront corroborés d'ici au vote avec les observations de la CRC.

73 millions d'euros d'économie

La Gironde va devoir économiser 73 millions d'euros sur le fonctionnement d'ici à la fin du mandat en 2028. Un effort qui va se répartir comme suit : 46,7 millions d'euros en 2026, 15 millions en 2027, 12 millions d'euros en 2028. Un brutal changement de train de vie. Jean-Luc Gleyze a esquissé les pistes d'économies. Cela passera par des suppressions d'emplois. Les prestations sociales seront de fait affectées, autour de 30 millions d'euros sur trois ans : les budgets des prestations liées aux handicaps, les placements au titre de l'Aide sociale à l'enfance, les personnes âgées... Absolument toutes les dépenses vont être passées au tamis des restrictions budgétaires. Il en ira de même pour toutes les politiques « volontaristes », celles que le Département a choisi d'assumer sans y être obligé. Les aides aux asso-

ciations vont aussi être amputées au tiers. « Nous allons essayer de le faire en conservant les valeurs qui sont les nôtres : solidarité humaine et territoriale. Mais il est clair que nous serons obligés de faire un certain nombre de choix. Ce que je crains, c'est qu'en France, au-delà de la Gironde, le plus grand plan social soit demain dans le monde associatif », prévient Jean-Luc Gleyze.

« Travail dans la douleur »

Il a également annoncé une revue de dépenses de plusieurs satellites du Département : Gironde Tourisme ou encore l'Institut départemental de développement artistique et culturel. À terme, ils pourront être fusionnés, recalibrés, voire supprimés. « C'est un travail dans la douleur pour transformer l'action publique », observe le président. Le volet investissement sera également traboté. Il était jusqu'ici sur un rythme de croisière de 150 millions d'euros, il devra être ramené autour de 100 millions d'euros jusqu'à la fin du mandat. Avec une priorité aux opérations sécurité nécessaires aux biens et aux personnes ainsi qu'aux opérations qui font l'objet d'un engagement juridique signé. Vu des bancs de l'opposition, Jacques Breillat, le président de Gironde Avenir, doute d'un « nouveau départ » : « Cela fait des années que l'on demande qu'il y ait une révision de la culture de la dépense au Département. Nous sommes heureux d'apprendre que c'est désormais possible, à la faveur du risque de placement sous tutelle... La crédibilité du plan de redressement, repose aussi sur la confiance dans la capacité de l'exécutif à arbitrer. Elle est rompue, ils ont présenté un budget insincère et on découvre 30 millions d'euros de factures égarées ! Il fallait prendre les décisions il y a trois ans, quand les difficultés sont apparues. Rien n'a été fait par dogmatisme, dans un discours permanent de dénonciation de l'État. Ils vont être capables de faire en trois semaines ce qu'ils n'ont pas fait depuis 2021 ? Ils ont cramé la caisse ! La Gironde devait être à l'avant-garde. La voilà aux avant-postes du Titanic contre l'iceberg. Le capitaine n'a rien vu. »

Lire aussi page 4